

Intervention de Dominique BAERT
Débat d'Orientation Budgétaire pour 2010
Mardi 30 juin 2009

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mes chers collègues,

Dans les années 80, la mode était aux *nouveaux économistes*. On réécrivait l'économie dans les universités et dans la presse, et un vent soufflant des Etats-Unis réexaminait toutes les grandes théories.

J'ai l'impression que, le phénomène de mode mis à part, nous sommes en train de revivre les mêmes choses. Il y aurait aujourd'hui, du côté de Bercy, ou en tout cas sur la rive droite de Paris, une tentation de réécriture des politiques économiques, en vertu sans doute de théories non encore écrites mais en cours d'imagination.

Depuis les années 30 et les penseurs keynésiens, chacun pensait que chômage et déficit public étaient antagoniques. Quand on creusait le déficit, on relançait la croissance économique et le chômage reculait ! Ce n'est plus vrai dans la France de Sarkozy. Jamais les demandeurs d'emploi n'ont été aussi nombreux et jamais les déficits n'ont été aussi élevés ! Et même, le taux de chômage ne cesse de s'accroître et les déficits publics aussi, avec une corrélation particulièrement parfaite !

A la fin des années 70, les papes du libéralisme nous expliquaient que si l'on diminuait les impôts, on libérait l'économie ; donc on relançait l'activité et on boostait la croissance ! Ce n'est plus vrai dans la France de Sarkozy. Jamais depuis sept ans, et surtout depuis deux ans, les recettes fiscales n'ont été autant amputées de baisses d'impôts pour les plus fortunés de nos concitoyens, et jamais la récession n'a été aussi forte.

Dans les années 80, on nous expliquait que lorsqu'on creusait les déficits, que la dette augmentait, les ménages étaient intelligents, ils comprenaient que par un *effet de richesse* psychologique, ils allaient devoir payer des impôts plus élevés demain et après-demain, et donc ils freinaient leur consommation. Ça non plus, ce n'est pas tout à fait vrai dans la France de Sarkozy puisque même dans une économie en récession, c'est la consommation des ménages qui assure encore un filet d'activités.

Pour tout dire, l'économie française dont vous conduisez, Monsieur le Ministre, la gestion budgétaire et financière, est en état *d'apesanteur* économique. Elle est comme *en suspension*.

Elle creuse les déficits, tire des chèques sur l'avenir. Mais gare à l'atterrissage ! Gare au moment où on s'apercevra que tout n'est qu'illusion. Lorsqu'on vit à crédit, vient toujours un moment où l'on paie l'addition. Gare au moment où, après avoir tiré des traites sur l'avenir, viendra le temps des factures !

Aujourd'hui, vous creusez les déficits, certes, mais vous n'empêchez pas le chômage de s'envoler !

Toutes les sources statistiques le confirment : les chiffres sont inquiétants !

L'INSEE souligne qu'aucun taux de chômage n'a connu une ampleur, sur un trimestre, aussi forte qu'au 1^{er} trimestre 2009, avec + 1,1 %. L'emploi salarié s'est effondré sur ces trois mois avec une perte de 187 000 emplois. L'ACOSS constate une diminution de la masse salariale, la plus mauvaise évolution depuis 1970 ! L'UNEDIC anticipe la destruction de près de 600 000 emplois en 2009, et plonge ainsi dans les déficits abyssaux.

Et pourtant, déficit et dette sont en pleine explosion !

On en connaît les grandes masses : les 130 Mds € de déficit de l'Etat (qui succèdent aux 56 Mds € de 2008 !), les plus de 20 Mds € de la Sécurité sociale, les 10 Mds € prévus de l'Unedic, les 40 Mds pour l'instant, prêtés aux banques, le passif actuel et à venir de la CADES...

On n'en connaît pas tout, à l'image de ces dettes latentes qu'évoque la Cour des Comptes, et notamment de ce 1 Md € dû au Crédit Foncier, que je rappelle chaque année dans mon rapport spécial.

Mais on n'en connaît surtout pas les limites. Car, mois après mois, trimestre après trimestre, les chiffres s'aggravent. Jusque quand ? Vont-ils pouvoir le faire ? On est déjà à la limite des tirages de l'ACOSS sur la Caisse des Dépôts ! Déjà l'Etat lève sur les marchés, le double d'emprunts qu'il ne faut pour financer son déficit courant. En termes clairs, nous finançons par des emprunts à court terme, notre fonctionnement courant ! Cela s'appelle de la cavalerie. Aucune collectivité territoriale ne pourrait, en France, faire le quart du huitième de ce que l'Etat fait avec ses finances!

Regardons les chiffres !

Ainsi la dette de l'ensemble des administrations publiques. Entre décembre 2007 et mars 2009, elle a augmenté de 205 Mds € (+ 17 % !), sur lesquels + 151 Mds € sont dûs à l'Etat, et + 58 Mds € aux "organismes divers d'administration centrale" !

La dette de l'Etat est, fin mars 2009, de 1 081 Mds € ! Elle *n'était* que de 878 Mds € fin 2006 : vous l'augmentez de 100 Mds € par an ! Jusque quand ?

Les besoins de financement de l'Etat, c'est-à-dire ce que vous levez sur les marchés, étaient de 105 Mds € en 2007. Dans mon rapport pour 2009, la prévision était de 165 Mds € ! A combien s'élèveront-ils finalement ? A fin juin, vous avez déjà du mobiliser à moyen et long terme, 104 Mds € (soit 67 % de l'objectif final : vous n'en étiez qu'à 60 % en 2008 !). Cela dérape !

Sur les financements à court terme, les BTF, l'encours est déjà, à fin juin, à 170 Mds € : il n'était que de 138 Mds € fin 2008 !

Jusqu'à quand allez-vous trouver la contrepartie financière de votre dérive budgétaire ?

Heureusement pour vous que les taux d'intérêt sont très bas, sinon la charge de la dette exploserait !

Et maintenant, place au grand emprunt d'Etat ! Jusqu'où allez-vous tirer des chèques sur le pouvoir d'achat de l'Etat de demain, et donc des générations futures ?

Le FMI a bien raison de vous réclamer, dans sa mission récente, « un retour à la viabilité (budgétaire) à moyen terme » !

Voilà pourquoi, pour construire le projet de loi de finances pour 2010, une urgence, à mon sens, s'impose : il faut réarmer le bras budgétaire de l'Etat.

Pour cela, je pense fondamental que le Gouvernement s'attache au plus vite à travailler dans trois directions :

- mieux conditionner les allègements de charges sociales à des objectifs d'emploi.

L'emploi doit guider les décisions budgétaires à venir. A minima, les coûteux, très coûteux, allègements de charges doivent être recentrés pour favoriser les entreprises qui développent l'emploi ou améliorent les rémunérations de leurs salariés. Au-delà, c'est la loi TEPA, elle aussi exagérément coûteuse et infondée, qui doit être rapportée : le bouclier fiscal est injuste et l'exonération des heures supplémentaires est inefficace économiquement et socialement.

- 2^e direction : plafonner plus précisément et toiletter le maquis actuel des niches fiscales car, plus que jamais, vu les déficits et les dettes publiques, il faut savoir supprimer les réductions et crédits d'impôt sur le revenu les plus contestables ! Là, il y a des marges ! Travaillons-y au plus vite.
- 3^e direction : un réexamen, mesure par mesure, des baisses fiscales conduites depuis 2002 sous l'éclairage de leur efficacité économique et sociale.

La Cour des Comptes l'a dit avec insistance, notre rapporteur général aussi le souligne, c'est dire ! Les cadeaux fiscaux, toutes les décisions fiscales qui se sont succédé depuis sept ans, ont appauvri l'Etat, en amputant dramatiquement les recettes fiscales de l'Etat. Ce sont celles-là qui, aujourd'hui, manquent cruellement à nos caisses.

Or, les caisses se vident encore, les déficits se creusent, une dette publique à 90 % du PIB – voire au-delà – n'est plus impossible.... Les réveils seront très difficiles.

Gageons que vous allez poursuivre cette fuite en avant jusqu'à 2012 ! Mais quand ça va retomber, cela va faire très mal ! Vous finirez par faire payer lourdement les Français, et comme il n'est pas dans vos dogmes ni dans vos pratiques, de faire payer les plus fortunés, les Français moyens et modestes peuvent s'attendre au pire !